

ECONOMIE INTERNATIONALE

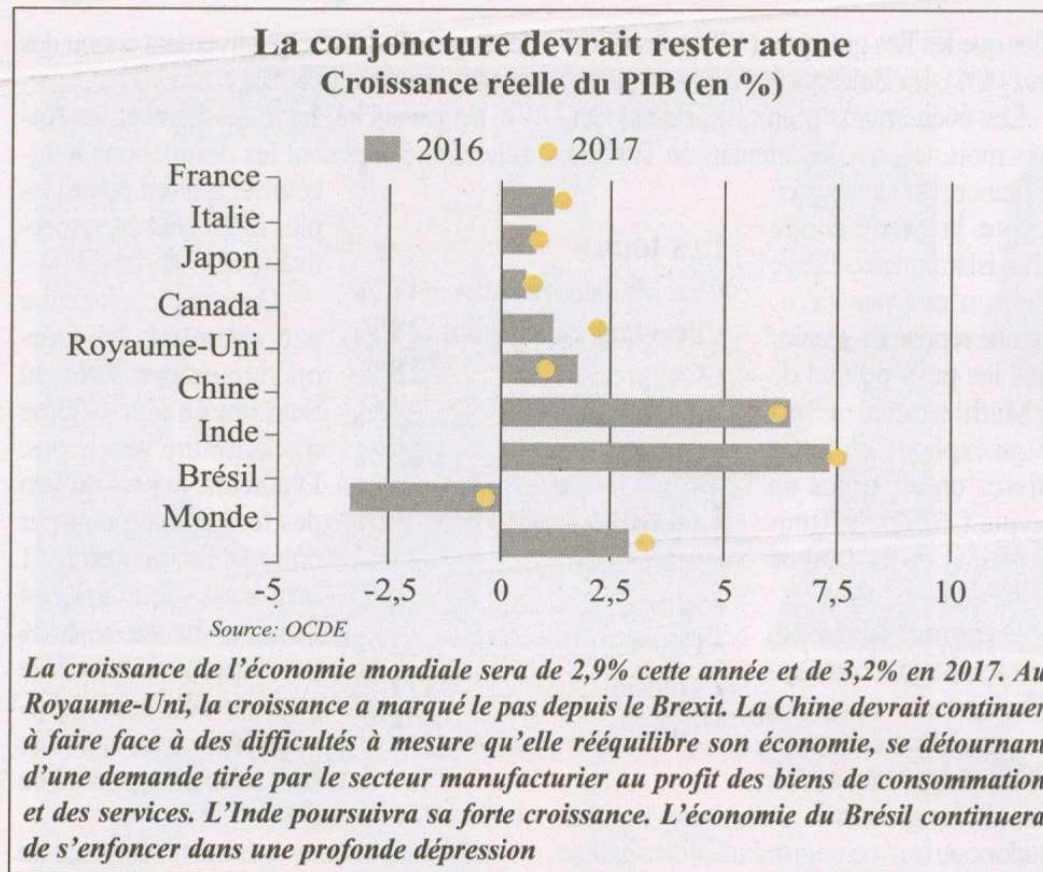
Croissance: La reprise mondiale

- L'OCDE a revu ses prévisions économiques

- Brexit et faiblesse du commerce mondial...

- Risque des effets sur la balance commerciale marocaine

LE monde est pris au piège de la croissance molle, la faiblesse des anticipations de croissance bridant encore davantage les échanges, l'investissement, la productivité et les salaires. Ce sont autant de facteurs qui assombrissent les perspectives économiques, constate l'OCDE. La légère révision à la baisse des projections s'explique par la dégradation des prévisions 2017 concernant de grandes économies avancées, le Royaume-Uni notamment. Dans ce sillage, l'économie marocaine reste liée, tant au niveau de son commerce extérieur que des flux



d'investissements, à l'Europe, dont les perspectives à moyen terme semblent peu favorables.

La croissance étant liée au commerce extérieur, il y a lieu d'être vigilant. Une progression modérée du commerce internatio-

nal et des prix bas des matières premières auront des effets sur la balance commerciale marocaine.

Ces dernières années, le taux de croissance du commerce mondial a diminué de moitié par rapport à la période pré-crise. Il a encore décliné ces derniers trimestres, avec une faible progression des échanges concentrée en Asie (cf. Perspectives économiques intermédiaires de l'OCDE). Si le niveau peu élevé de l'investissement a joué un rôle, le rééquilibrage à l'œuvre en Chine et le retournement du développement des chaînes de valeur mondiales pourraient initier un ralentissement permanent de la croissance des échanges. Ce qui pèserait sur les gains de productivité. Les avancées insuffisantes, voire la régression, de l'ouverture des marchés mondiaux aux échanges ont amplifié cette décélération. «Si la faiblesse de la demande contribue assurément au ralentissement des échanges, l'absence de soutien politique en faveur de politiques commerciales dont les bienfaits pourraient être largement partagés est très préoccupante», selon Catherine Mann,

n'est pas pour tout de suite

chef économiste de l'OCDE. «Les Etats sollicitent beaucoup trop la politique monétaire. Ils doivent mettre en œuvre des politiques budgétaires et structurelles pour réduire le recours excessif aux banques centrales», dit-elle.

La faible progression des échanges et les distorsions du système financier exacerbent la lenteur de la croissance. Pour l'OCDE, les taux d'intérêt exceptionnellement bas, voire négatifs, faussent le fonctionnement des marchés de capitaux et accentuent les risques à l'échelle du système financier dans son ensemble.

Pour mettre l'économie mondiale sur les rails, les dirigeants mondiaux doivent utiliser des politiques macroéconomiques plus audacieuses, renforcer la réglementation des finances et se doter de politiques industrielles actives, recommande la Cnuccd dans sa nouvelle ana-

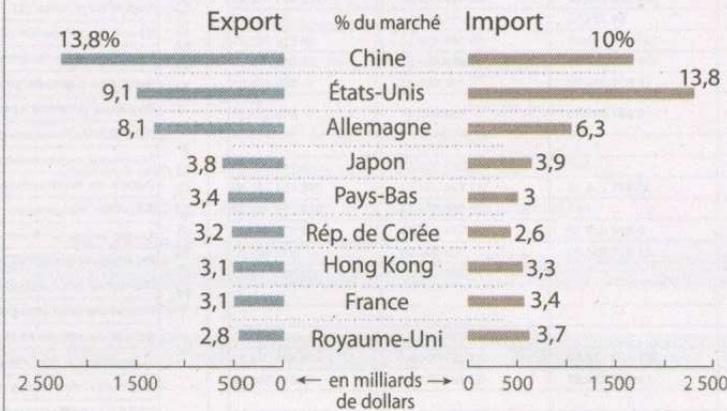
L'OMC abaisse ses prévisions de croissance pour 2016

► Commerce mondial



Source : OMC *Projections

► Principaux pays exportateurs et importateurs



© AFP

Pour la Cnuccd, la croissance du commerce devra rester modérée durant la période 2017-2020. L'OMC, plus confiante, prédit une accélération l'année prochaine, pour s'établir à 3,6%, ce qui reste inférieur à la moyenne de 5% enregistrée depuis 1990. Il existe toutefois des risques de baisse par rapport aux prévisions, notamment si le ralentissement des économies émergentes se poursuit et si la volatilité financière persiste

lyse sur le commerce et le développement «Trade and Development report, 2016». D'après ses projections, les économies africaines ne vont croître en moyenne que de 2% cette année. Il faut s'attendre à un taux de croissance de 1,7% pour l'Afrique du

Nord. L'instabilité politique et l'insécurité continuent d'entraver la reprise.

Les experts de la Cnuccd confirment aussi le ralentissement du commerce mondial. L'absence de la demande mondiale et la stagnation des salaires réels sont les

principales explications. Les pays en développement sont devenus de plus en plus vulnérables aux marchés financiers mondiaux volatils, y compris les flux de capitaux spéculatifs.

La Cnuccd met en garde contre les spirales déflationnistes qui demeurent un risque. Plusieurs pays exportateurs de produits de base sont déjà confrontés à la détresse de la dette, et sans mesures efficaces, le pire pourrait suivre. A son tour, la Cnuccd alerte sur l'endettement extérieur des entreprises des pays émergents, qui a triplé depuis 2008 pour atteindre plus de 2.600 milliards de dollars. Ainsi qu'en témoignent presque toutes les grandes crises de la dette qu'ont connues les pays émergents depuis les années 1980 et, plus récemment, certains pays de la zone euro, une dette privée insoutenable aboutit forcément à une crise de la dette souveraine. □

Fatim-Zahra TOHRY

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com